

# PRO

## Actuel

« Montrer sa force au lieu d'être suiviste ! »



Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra

NO 1/MAI 2023



Le narratif de Pro Suisse  
Page 3



« Des cartes postales pour  
la neutralité ! » Page 4



L'initiative « Giacometti »  
Page 7



## Le mot du président

### Chers membres, donateurs et sympathisants

En date du 15 octobre 2022, nous avons fondé Pro Suisse. Après environ six mois, il devient évident qu'un mouvement extraparlamentaire et interparti est d'une importance existentielle pour le maintien de la souveraineté, de la démocratie directe, de la neutralité et de la sécurité de la Suisse.

**Neutralité :** Pro Suisse défend avec un grand engagement l'initiative sur la neutralité. La Berne fédérale et les « principaux médias » ont perdu la boussole en matière de politique étrangère. La neutralité suisse est « malménée » et fait l'objet d'une foire d'empoigne au point que la Suisse, ouverte sur le monde, risque de perdre toute sa crédibilité. L'initiative inscrit dans la Constitution fédérale le concept central de la neutralité permanente, armée et intégrale qui a fait ses preuves. Elle corrige la dérive et appuie le Conseil fédéral pour qu'il défende avec détermination les intérêts de la Suisse.

**Sécurité :** Plutôt que d'équiper enfin complètement les forces de combat de l'armée suisse pour que nos militaires puissent faire face aux situations d'urgence, il est prévu de retirer les chars Léopard du service et de les vendre à l'étranger. Ceci est irresponsable.

**Union européenne :** le Conseil fédéral prévoit de préparer d'ici fin juin 2023 des éléments de référence pour un nouveau mandat de négociation avec Bruxelles. Quel que soit le nom que l'administration fédérale « inventive » donnera à l'intégration prévue de notre pays dans l'UE, qu'il s'agisse des accords bilatéraux « 3 », de l'accord-cadre « 2.0 », de « l'InstA », etc., il est évident pour Pro Suisse : 1.) pas de juridiction par des juges de l'UE. 2.) pas de reprise automatique du droit de l'UE. 3.) pas de directive sur la citoyenneté européenne qui assimile les personnes de l'UE aux Suisses

(assurances sociales !) et 4.), pas de nouvelles « clauses guillotines » qui nous exposent au chantage.

**OMS :** l'Organisation mondiale de la santé (OMS) veut imposer un « contrat de pandémie » au niveau mondial. L'objectif est de soumettre les États au diktat des fonctionnaires de l'OMS. Sous prétexte de « prévention en matière de santé », il est prévu de mettre en place un système de surveillance couvrant l'ensemble du globe et dans lequel chaque État membre sera forcé d'entrer sans pouvoir donner son avis. Cette attaque contre la souveraineté et la démocratie de la Suisse est sciemment dédramatisée à Berne. Pro Suisse a lancé sa campagne de défense.

La pression sur la Suisse prospère augmente de jour en jour. Les ambassadeurs - notamment les délégués d'Allemagne et des États-Unis - perdent toute bienséance diplomatique. Ils agressent notre pays avec des accusations et des exigences indéfendables comme le sacrifice de la neutralité, la livraison de matériel de guerre et l'expropriation généralisée des avoirs russes.

Nous sommes appelés à agir. Il nous faut maintenant réunir rapidement les signatures nécessaires pour l'initiative sur la neutralité et renflouer notre « caisse de guerre ».

**Je suis heureux de vous accueillir à notre première Assemblée générale à Berne qui aura lieu le samedi 3 juin 2023, à 10h30, à la caserne de Berne.**

**Venez nombreux et montrez votre attachement à notre pays.**

Meilleures salutations,  
Votre  
Dr Stephan Rietiker



ISSN 2234-9723

Rédaction Pro Suisse  
Case postale  
3822 Lauterbrunnen  
Tél. 031 356 27 27  
redaction@prosuisse.ch

Compte postal: 30-10011-5

Legs

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles. En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions cordialement.

## Notre conviction (narratif)

# Que veut Pro Suisse ?

L'indépendance, la neutralité, la défense nationale et l'ouverture au monde ont fait de la Suisse un havre de paix et de liberté, offrant à sa population la sécurité et l'un des niveaux de vie et de prospérité les plus élevés au monde. Il n'est donc pas étonnant que la Suisse figure toujours dans le peloton de tête des principales études internationales sur la prospérité, l'innovation, la satisfaction de vie, la stabilité, la sécurité, la liberté, la formation, la recherche et la démocratie.

Pro Suisse s'est fixé pour objectif de préserver cette situation à l'avenir, pour le bien de notre pays et de notre population, et en particulier de notre jeune génération. Car nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. De plus, l'histoire de notre succès ainsi que nos facteurs de réussite sont menacés, à savoir par

- **une forte aspiration au sein de la classe politique suisse à renoncer à l'autonomie de la Suisse et à s'aligner sur de grandes organisations centralisées comme l'UE ou l'OTAN**
- **de fortes tentatives de centralisation de la part d'organisations internationales qui veulent mettre les pays du monde entier sur un pied d'égalité**
- **une volonté toujours plus forte d'une petite minorité en Suisse de réduire les libertés au sein de la Suisse et de rééduquer et mettre sous tutelle la population.**

C'est ce que Pro Suisse veut éviter ! Pro Suisse s'inscrit dans la tradition suisse. Pro Suisse n'a pas d'affiliation politique. Pour Pro Suisse, il n'agit pas d'idéologies ou de querelles de partis, mais uniquement



de la cause et des meilleures solutions pour notre pays et notre population, pour la liberté, la paix, l'indépendance, la sécurité et la prospérité. Pro Suisse veut aussi créer des conditions-cadres et des chances pour les jeunes en particulier. C'est pourquoi Pro Suisse est indépendante de tout parti politique et ouverte à tous les citoyens et citoyennes qui partagent nos objectifs.

Afin de continuer à garantir notre liberté, notre indépendance, la paix, la sécurité et la prospérité, Pro Suisse formule les revendications centrales suivantes :

Autonomie : cela signifie des relations d'égal à égal, partenariales et d'amitié avec tous les pays du monde, ainsi qu'avec toutes les organisations internationales comme l'UE, sans y adhérer, sans conclure d'accord-cadre institutionnel et sans se laisser mettre sous tutelle par ces organisations.



*« Pour Pro Suisse, il ne s'agit pas d'idéologies ou de querelles de partis, mais uniquement de la cause et des meilleures solutions pour notre pays et sa population. »*

**1. Liberté :** cela signifie une neutralité perpétuelle, armée et intégrale, donc pas de rapprochement avec l'OTAN ni même d'adhésion à l'OTAN. C'est pourquoi Pro Suisse s'engage pour une défense nationale forte et fonctionnelle.

**2. Neutralité :** la Suisse dispose, comme aucun autre pays au monde, d'une neutralité crédible depuis des siècles. Cette neutralité crédible a permis à la Suisse de mettre ses bons offices à disposition dans de nombreux conflits internationaux. La situation mondiale actuelle montre de manière dramatique qu'il existe un pays comme la Suisse qui peut servir de médiateur entre les parties en guerre et en conflit et offrir un espace de négociation. Il va sans dire qu'une neutralité crédible signifie que la Suisse ne peut pas

participer à des sanctions ou actes de guerre, sous peine de prendre parti et de perdre sa crédibilité en tant que médiatrice. Le monde a plus que jamais besoin d'une Suisse neutre et médiatrice !

**3. Indépendance :** les crises actuelles ont montré deux choses : en temps de crise, la charité commence pour chaque pays par lui-même. Même le transit de masques, qui va de soi, peut devenir un problème en cas de crise. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont extrêmement fragiles en temps de crise. Voici ce qui en découle pour la Suisse : nous devons 1) conclure des accords de livraison robustes et variés dans les principaux domaines d'approvisionnement tels que la médecine, l'énergie et les denrées alimentaires 2) devenir plus auto-

suffisants dans ces domaines et constituer à nouveau davantage de stocks et encourager la production correspondante, par exemple de médicaments centraux, dans le pays.

**4. Ouverture sur le monde :** la Suisse entretient des relations amicales avec la plupart des pays du monde par le biais d'accords bilatéraux. Nous nous engageons donc pour un développement des partenariats commerciaux et des libertés économiques internationales, car ils favorisent la prospérité de tous les êtres humains. Par ailleurs, nous voulons promouvoir des partenariats stratégiques avec des universités mondiales de pointe afin de permettre l'échange d'étudiants et d'universitaires ainsi que la participation à des projets de recherche internationaux.

**Succès :**

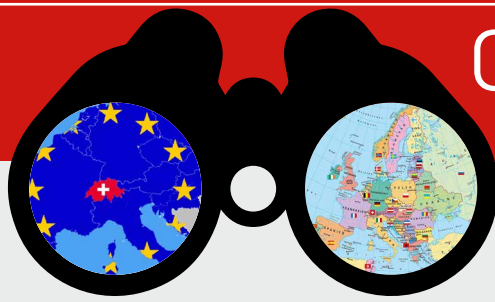
## « Des cartes postales en faveur de la neutralité ! »

Les membres de Pro Suisse ont apporté leur volonté au Palais fédéral. Plus de 375'000 cartes postales les invitant à rester fidèles à la neutralité suisse sont parvenues aux membres du Conseil national et du Conseil des États. La majorité du Parlement a alors décidé, entre autres, de ne pas transmettre de matériel de guerre de production suisse.

Le service postal interne du Parlement a d'abord refusé d'envoyer les cartes aux destinataires : pas le temps, trop de travail. La démocratie fonctionne-t-elle ainsi ? La fraction UDC est intervenue et le reste des cartes a été envoyé pendant la session spéciale d'avril.

**Nous remercions cordialement nos membres, nos donateurs et nos sympathisants de leur engagement actif.**





## « Dublin », un accord qui ne convient que lorsque tout va bien

L'Italie refuse depuis longtemps de respecter la procédure « Dublin » vis-à-vis de la Suisse. Il en résulte que les requérants d'asile qui arrivent en Suisse depuis l'Italie, premier pays d'asile, ne peuvent plus y être renvoyés comme le prévoit l'accord de Dublin. Des requérants d'asile se retrouvent donc dans la procédure d'asile suisse en violation de l'accord, ce qui a pour conséquence de mettre encore plus sous pression le système d'asile suisse. L'Italie n'est pas la seule à souffrir de la frontière extérieure « lacunaire » de Schengen, le nombre de demandeurs d'asile augmente également de manière alarmante en Suisse. Pro Suisse attend du Conseil fédéral qu'il prenne rapidement des mesures efficaces :

- Renforcement massif de la protection des frontières, au besoin avec des membres supplémentaires de l'armée.
- Refoulement directement à la frontière.
- Renforcement du dialogue politique.
- Suspension des paiements au gouvernement de Rome (notamment des paiements de cohésion).
- Examen d'une procédure d'infraction devant la Cour de justice de l'UE (CJUE).

## Les diplomates piétinent la souveraineté de la Suisse

Les ambassadeurs des pays du G7 (États-Unis, Canada, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) et de l'UE font pression sur la Suisse et lui demandent d'en faire plus pour « traquer, geler et exproprier » des biens russes. Ils exigent qu'elle se soumette au diktat d'une task force spéciale.

Pro Suisse demande au Conseil fédéral de faire de la Suisse un bastion de l'État de droit et des droits de propriété. Accuser la Suisse de ne rien faire contre le commerce de contournement des biens et services sanctionnés relève de la mauvaise foi. La législation suisse exige déjà à l'heure actuelle que les biens soient examinés afin de déterminer s'ils ont été acquis de manière abusive ou au détriment de tiers. Le Dr Stephan Rietiker, Président de Pro Suisse, souligne par ailleurs : « Il est inadmissible que les ambassadeurs des États-Unis et d'Allemagne en particulier perdent toute bienséance diplomatique et viennent carrément cracher sur la souveraineté de la Suisse. Le Conseil fédéral devrait enfin convoquer de tels ambassadeurs et au besoin les expulser ».

## Négociations avec l'UE : Pro Suisse a défini des lignes rouges non négociables

Le Conseil fédéral a décidé de fixer d'ici fin juin 2023 des valeurs de référence pour un nouveau mandat de négociation avec l'UE. Pour le mouvement interparti Pro Suisse, il existe des « lignes rouges » intangibles :

1. pas de contrôle de la législation, de la juridiction et de la démocratie directe suisse par la Cour de justice de l'UE (CJUE).
2. pas de reprise automatique du droit de l'UE.
3. pas de clauses guillottes. L'accord de libre-échange de 1972 doit rester exempt de tout lien juridique avec un accord-cadre.
4. pas de reprise de la directive sur la citoyenneté de l'Union (DCE), qui met les personnes de l'UE sur un pied d'égalité avec les Suisses, notamment en ce qui concerne l'accès aux assurances sociales.

## Le commandement de l'armée doit cesser de faire la cour à l'OTAN

La Conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), a rendu visite en mars 2023 à Bruxelles au secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et a présenté le souhait du Conseil fédéral de renforcer la coopération avec l'OTAN. Le secrétaire général de l'OTAN a profité de l'occasion pour faire la leçon à la Suisse en matière de politique et de droit de la neutralité : selon lui, la Suisse doit livrer du matériel de guerre. Les déclarations de Thomas Süssli, chef de l'armée et commandant de corps, interpellent elles aussi. Il demande que, outre les forces aériennes, les troupes terrestres de l'armée suisse effectuent des exercices de combat communs avec les troupes de l'OTAN. Pro Suisse est résolument opposée à une extension de la coopération avec l'OTAN et attend de la cheffe du DDPS et du chef de l'armée qu'ils établissent rapidement la capacité de défense de l'armée suisse sur des bases robustes, qu'ils garantissent des finances suffisantes et qu'ils comblent les fâcheuses lacunes qui sont apparues en matière d'équipement (les munitions de poche doivent à nouveau être fournies aux militaires), de ressources en personnel et d'infrastructure. De plus, Pro Suisse demande que la doctrine de l'armée suisse soit axée sur une défense autonome avec une grande résistance. C'est pourquoi il faut accorder la plus grande attention aux effectifs et faire en sorte que l'accès au service civil soit plus difficile.

# Pro Suisse affiche ses convictions

Le dimanche 26 février 2023, avant le débat de la session fédérale du printemps, Pro Suisse a adressé au Conseil fédéral une lettre ouverte dans la presse du dimanche :

## Presse du dimanche

Mesdames et Messieurs les Conseillers fédéraux,

**La guerre en Ukraine** nous a tous montré de la manière la plus effrayante l'importance d'une Suisse authentiquement neutre, qui puisse apporter sa contribution au rétablissement de la paix grâce à ses « bons offices » de médiatrice.

**En adoptant les sanctions de l'UE** et en acceptant la livraison directe ou indirecte de munitions et d'armes à une partie belligérante, comme l'exigent différents milieux, on anéantit le rôle de la Suisse en tant que médiatrice crédible. De plus, la Suisse devient ainsi partie belligérante, ce qui met fortement en danger la sécurité de notre pays.

**C'est avec une grande appréhension** partagée avec de nombreux citoyens et citoyennes en Suisse que nous constatons cette évolution qui vise à balayer, pour ainsi dire du jour au lendemain, notre neutralité de longue date et qui a fait ses preuves.

**C'est pourquoi nous vous prions** de continuer à rejeter fermement toutes les tentatives de pression de l'étranger ainsi que de l'intérieur du pays qui portent atteinte à notre neutralité suisse et à notre crédibilité et de respecter ainsi notre neutralité ainsi que la législation en vigueur !

**Nous vous appelons** à vous recentrer plutôt sur notre tradition humanitaire en tant que médiateur de paix crédible, car neutre, et à jouer activement un rôle de leader dans le processus des négociations de paix. Dans ce domaine, la Suisse a des compétences importantes et internationalement reconnues, appréciées et respectées, que nous pouvons mettre solidairement à la disposition des belligérants et de la communauté internationale.

**Grâce à un tel engagement**, qui correspond à notre tradition humanitaire de longue date et qui a fait ses preuves, notre pays est en mesure de contribuer de manière optimale au rétablissement de la paix. Nous vous remercions pour la fermeté dont vous avez fait preuve jusqu'à présent et vous soutenons volontiers dans cette démarche avec toute la détermination de Pro Suisse. Nous nous opposerons donc par un référendum à toute modification de la Loi sur le matériel de guerre allant dans ce sens afin de soutenir la position du Conseil fédéral.



« Le peuple et les cantons décident des lois fédérales déclarées urgentes » ou l'initiative « Giacometti »

# L'initiative «Giacometti»

## Le droit de référendum est le pilier central de notre démocratie suisse

La clef de voûte constitutionnelle de notre démocratie est le droit de référendum facultatif (art. 141 Constitution fédérale): une loi fédérale ne peut pas entrer en vigueur (c'est-à-dire être appliquée) avant la fin du délai référendaire de 100 jours et, si la demande de référendum a abouti, avant le vote et l'acceptation par le peuple. Il faut donc souvent compter un délai de six mois entre le vote du Parlement et l'entrée en vigueur d'une loi.

## La législation d'urgence est appliquée de plus en plus souvent par le Parlement fédéral

La Constitution fédérale prévoit cependant une exception pour une loi fédérale dont l'entrée en vigueur ne souffre aucun retard : si le Parlement la déclare « urgente », elle entre immédiatement en vigueur (art. 165 Cst. féd.). Une telle loi fédérale déclarée urgente reste soumise au référendum facultatif, mais celui-ci ne suspend pas l'application de la loi. La loi s'applique donc pendant la récolte des signatures et jusqu'au vote si la demande de référendum a abouti ; si le texte est refusé en votation, la loi sera quand même appliquée pendant près de six mois.

D'une manière générale, depuis quelques années, le Parlement utilise de plus en plus souvent l'exception (art. 165 Cst. féd.) plutôt que la règle normale (art. 141 Cst. féd.).

## Exemples concrets d'application de la législation d'urgence

La loi COVID-19 (2020, 2021, 2022), la loi sur les épidémies (2020), la loi sur l'Assemblée fédérale (2021) ainsi que la loi sur l'énergie (2022) sont des exemples concrets d'application de la législation d'urgence.

## Que veut cette initiative ?

L'initiative Giacometti ne veut pas abolir la législation d'urgence de l'art. 165 de la Constitution fédérale, mais la préciser : **Si, de l'avis du Parlement, l'entrée en vigueur d'une loi fédérale ne souffre aucun retard, il y a alors urgence de la soumettre obligatoirement au Souverain (peuple et cantons) dans les 100 jours.** C'est ce que demande l'initiative Giacometti.

## Si la Constitution fédérale est modifiée comme le veut l'initiative, que se passerait-il après le vote populaire prévu dans les 100 jours ?

En cas d'acceptation par le Souverain : La loi déclarée urgente par le Parlement et approuvée par la double majorité du Peuple et des Cantons bénéficierait d'une grande légitimité.

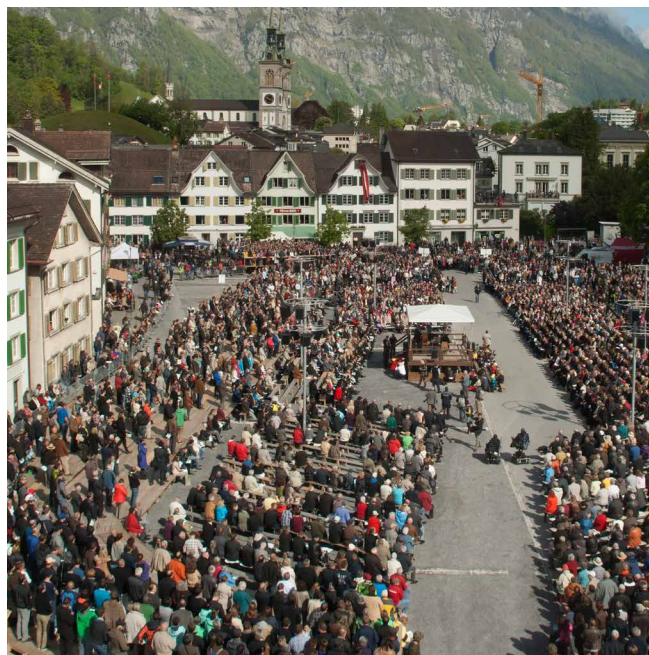
En cas de refus : Une loi fédérale déclarée urgente cesserait de produire effet 100 jours après son adoption par l'Assemblée fédérale si elle a été refusée dans ce délai lors de la votation référendaire par le Souverain suisse.

## L'acceptation de l'initiative Giacometti contribuerait à renforcer la confiance dans les autorités.

Je vous invite dès lors vivement à soutenir l'initiative Giacometti **en signant les feuilles** que vous trouverez ci-joint **ou par un don.**



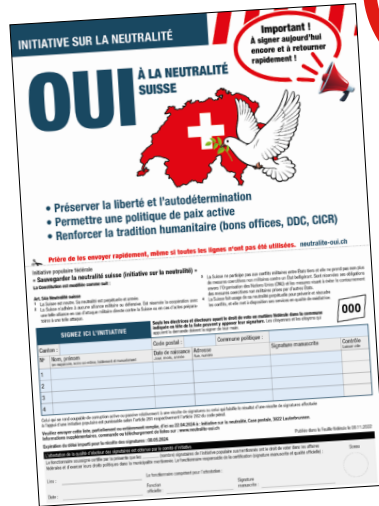
Je vous remercie de votre engagement.  
Pour plus d'informations :  
[www.giacometti-initiative.ch](http://www.giacometti-initiative.ch)



Adrian Amstutz, membre du comité de Pro Suisse :



« Pas de livraison de chars à l'Allemagne ! Même une telle livraison indirecte de matériel de guerre à l'Ukraine est contraire à la loi suisse et met en danger la neutralité » !



L'initiative sur la neutralité est le bastion d'une Suisse ouverte au monde, crédible et humanitaire.

### Nos mandats :

## Réunir rapidement des signatures pour l'initiative sur la neutralité.

Nous vous prions de bien vouloir nous retourner rapidement les feuilles de signatures, même si les lignes de signatures ne sont pas toutes utilisées. Prière de ne pas les laisser traîner.

**Commandez d'autres feuilles de signatures. Collectez impérativement d'autres signatures.**

[www.neutralite-oui.ch](http://www.neutralite-oui.ch)  
téléphone 031 355 27 27  
[info@neutralite-oui.ch](mailto:info@neutralite-oui.ch)  
initiative sur la neutralité  
case postale,  
3822 Lauterbrunnen

## Cotisation annuelle 2023 :

**Nous remercions cordialement tous ceux qui se sont déjà acquittés de leur cotisation annuelle pour 2023. Nous prions tous les autres de bien vouloir payer le montant correspondant ces prochains jours et vous en remercions beaucoup.**

Membre individuel : CHF 45 / couple : CHF 60 / donateurs : CHF 100 / sympathisants montant à bien plaisir.

Coordonnées bancaires :  
IBAN : CH12 0630 0016 8185 0340 4  
Valiant Bank AG, 3001 Berne  
Compte chèque postal:  
IBAN CH91 0900 0000 3001 0011 5



## Agenda

**Samedi, 3 juin 2023, 10.30 h,**  
Caserne Berne (halle polyvalente):  
1re Assemblée générale Pro Suisse

**Lundi, juillet 2023, après-midi**  
(Le programme suivra): fête fédérale Pro Suisse avec ancien Conseil fédéral Dr Christoph Blocher  
Festival Guillaume Tell, théâtre en plein air, Matten bei Interlaken

**Les dates d'actualité figurent aussi sur le site [www.prosuisse.info](http://www.prosuisse.info)**

**Veuillez nous communiquer votre adresse e-mail sur [info@prosuisse.info](mailto:info@prosuisse.info)**

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat :  
[info@prosuisse.info](mailto:info@prosuisse.info)  
tél. 031 356 27 27

 **Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra**

Case postale, 3822 Lauterbrunnen  
Tél. 031 356 27 27, [info@prosuisse.info](mailto:info@prosuisse.info)  
[www.prosuisse.info](http://www.prosuisse.info)